

CONFERENCE INFOS

Mouvements de la société civile mondiale Dynamique des campagnes internationales et de la mise en œuvre nationale

Rapport du Colloque international organisé par l'UNRISD
à l'occasion du Forum social mondial
22–23 janvier 2007, Nairobi, Kenya

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Global Civil Society Movements: Dynamics in International Campaigns and National Implementation* (Conference News, UNRISD/CN20/08/1, September 2008). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Introduction

Réunion publique

Séance d'ouverture

Mouvements sociaux mondiaux: enjeux et tendances

Mouvements sociaux transnationaux et ramifications au niveau national

Atelier de recherche

Conclusion

Participants

Programme et publications

Introduction

Depuis les années 1970, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) insiste dans ses travaux sur l'importance, d'un point de vue tant normatif que pratique, de la participation populaire au développement. Il s'est intéressé à ce qui mobilise des acteurs particuliers tels que les agriculteurs, les ouvriers et les syndicats, ainsi qu'aux mouvements rassemblant les pauvres des villes, les populations autochtones et les femmes. En qualité d'institut de recherche, l'UNRISD a procédé à une analyse critique de la façon dont ces acteurs politiques contribuent à la transformation de la sphère publique mondiale en rompant avec le modèle traditionnel des dialogues entre Etats. Voyant l'importance prise par la société civile, l'UNRISD s'est efforcé de traiter des questions les plus susceptibles d'améliorer le dialogue et la compréhension mutuelle entre l'ONU et la société civile. La légitimité occupe une place centrale à cet égard: pour établir une relation forte, il est indispensable de savoir quels intérêts représente chaque partie.

La légitimité des organisations de la société civile (OSC) fait partie des questions transversales que se pose l'UNRISD dans son récent projet de recherche, *Mouvements de la société civile mondiale: dynamique des campagnes internationales et application au plan national*. Ce projet, entrepris en 2003, a examiné les forces et les faiblesses de certains réseaux et mouvements de la société civile. L'Institut a commandé des études thématiques sur la base sociale de l'activisme et les conséquences des relations Nord-Sud pour les mouvements sociaux. Il a aussi étudié dans ce projet la nature et les structures organisationnelles de cinq campagnes

internationales—sur la dette, pour une régulation du commerce international et de ce qui y fait obstacle, anti-corruption, pour un commerce équitable et pour une taxe sur les transactions monétaires (TTM)—sujets qui ont su mobiliser les militants au niveau mondial. Des études ont été réalisées dans cinq pays—en Argentine, en Bolivie, aux Philippines, au Sénégal et en Turquie—sur les activités menées au niveau national dans le cadre de ces cinq campagnes. L'UNRISD a travaillé dans ces cinq pays avec des instituts de recherche et des universités pour examiner les principaux acteurs nationaux, les formes de contestation et d'institutionnalisation, et le rôle de l'opinion publique et des débats sur le développement dans lesquels s'inscrivent les cinq campagnes internationales.

A l'occasion du Forum social mondial (FSM) de Nairobi (Kenya)¹, l'UNRISD a tenu un colloque international qui a réuni des militants de la société civile, des universitaires et d'autres invités.

Une réunion publique a eu lieu le 22 janvier pour présenter aux participants au Forum les conclusions du projet sur les *mouvements de la société civile mondiale*. Le lendemain, l'UNRISD a organisé un atelier à huis clos qui a rassemblé son personnel chargé de la recherche et les universitaires qui y avaient participé pour leur permettre de discuter des conclusions de la recherche et d'explorer les domaines sur lesquels elle pourrait se pencher à l'avenir.

Le colloque du Forum a été divisé en deux séances. La première a été consacrée à la présentation des conclusions de la recherche sur quatre des cinq campagnes transnationales: sur la dette, pour le commerce équitable, pour une taxe sur les transactions monétaires et pour une régulation du commerce international et de ce qui y fait obstacle.² La séance de l'après-midi a traité de quatre des cinq études nationales, qui ont porté sur les activités nationales de mouvements sociaux liés aux campagnes internationales mentionnées plus haut.³

Réunion publique

Séance d'ouverture

Thandika Mkandawire, Directeur de l'UNRISD, a ouvert le colloque en présentant brièvement l'Institut et sa place dans le système des Nations Unies. Il a souligné que l'UNRISD, qui n'émergeait pas au budget général de l'ONU mais dépendait exclusivement de contributions volontaires, avait l'avantage de jouir d'une grande autonomie dans le système des Nations Unies. L'UNRISD travaille avec un vaste réseau international de chercheurs, dont beaucoup se trouvent dans des pays en développement. Il en retire un double avantage: il a ainsi accès à des idées nouvelles et peut faire entendre des voix du Sud dans les débats internationaux sur le développement social. Après avoir brièvement présenté le programme de recherche de l'Institut, Thandika Mkandawire a expliqué combien l'UNRISD tenait à présenter les

¹ Le Forum social mondial, qui a lieu tous les ans depuis 2001, est organisé par des groupes altermondialistes de la société civile. Il rassemble un grand nombre d'organisations et de personnes représentant la société civile mondiale.

² Les conclusions de l'étude du mouvement anti-corruption n'ont pas été présentées à Nairobi parce que les chercheurs n'ont pas pu participer à la réunion. Cependant, les études nationales, présentées l'après-midi, se sont penchées sur ce mouvement dans un contexte national.

³ Le chercheur chargé de l'étude de cas turque n'a pas pu présenter ses conclusions pendant la réunion publique. Elles l'ont été cependant le lendemain pendant l'atelier à huis clos.

conclusions de ses recherches *sur* les mouvements de la société civile mondiale *aux* membres de la société civile. Par ses recherches sur la société civile et les mouvements sociaux, l'Institut s'est attaché à mieux comprendre les influences, la dynamique et les rôles des mouvements sociaux dans la définition des politiques. La recherche est un outil destiné à aider tant les organisations internationales que la société civile à mieux comprendre leurs contraintes et leurs capacités. Elle espère éclairer les OSC en leur renvoyant un point de vue extérieur sur leurs activités. Dans un contexte où le risque de stagnation n'est jamais exclu, une bonne information devrait être un gage de meilleur fonctionnement.

Kléber Ghimire, coordonnateur du programme de recherche de l'UNRISD sur la Société civile et les mouvements sociaux, a présenté le projet de recherche. Le but du projet, a-t-il expliqué, n'est pas seulement de comprendre pourquoi certains mouvements sociaux ont réussi mais aussi d'étudier la façon dont des trajectoires bien particulières ont abouti certains résultats. De quelles ressources internes les différents mouvements disposaient-ils aux niveaux international et national? Dans quelle mesure leur succès a-t-il dépendu d'alliances nationales et internationales? Il fallait donc étudier la relation entre les réseaux internationaux et le tissu social national. Les différentes études se sont également intéressées à la question de l'institutionnalisation. Les mouvements paraissaient éprouver un besoin croissant d'être reconnus à la fois par les gouvernements et les institutions internationales, ce qui ne laissait pas d'être paradoxal puisque, presque par définition, ils présentent un certain degré de spontanéité. C'est ainsi que s'est posée la question des stratégies politiques et de la manière de procéder avec les institutions de l'Etat. Toutes ses questions dépassent le cadre des recherches et aucun mouvement contemporain ne semble y échapper. Au FSM, par exemple, la question de savoir si le Mouvement pour la justice dans le monde (MJM) devait devenir une organisation non-gouvernementale (ONG) internationale ou garder sa forme actuelle de plateforme au service des échanges et du débat d'idées n'a cessé d'être discutée.

Kléber Ghimire a abordé en conclusion deux questions présentes tout au long des recherches, qui pourraient ouvrir de nouveaux champs d'investigation. La première est celle de la relation entre les mouvements sociaux et les hautes sphères politiques. Bien que ces mouvements soient assez puissants et bien établis auprès du public, rien ne prouve que les décideurs politiques soient prêts à faire droit aux revendications présentées par certains d'entre eux. La seconde est celle des ressources: devenus internationaux, ces mouvements ont connu des pressions financières (du fait par exemple de réunions mondiales et régionales). De plus, comme les cotisations des membres ne représentent pas des revenus importants pour eux, beaucoup de ces mouvements dépendent de subventions du système public ou privé. Ils se démarquent ainsi clairement des mouvements de masse du passé (tels les syndicats) dont les ressources financières proviennent dans une large mesure de leurs adhérents.

Mouvements sociaux mondiaux: Enjeux et tendances

La première séance, présidée par Alejandro Bendaña, a été consacrée à la présentation des rapports concernant quatre des cinq mouvements mondiaux.

Essor et évolution du mouvement mondial sur la dette: Un dialogue Nord-Sud

Katarina Sehm Patomäki

Pendant des décennies, la question de la dette est restée en tête des préoccupations des OSC et des mouvements sociaux à travers le monde, quand elle n'était pas *la* préoccupation par excellence. Si les OSC qui se sont saisies de cette question couvrent un large spectre—allant des réformistes aux radicaux—les mouvements d'inspiration chrétienne sont les plus actifs. Le mouvement rassemblé autour de la dette a réussi à sensibiliser le public à la question, en particulier au Nord. Au Sud, les mouvements (Jubilé Sud par exemple) plaident pour une annulation immédiate et complète de la dette, qu'ils décrivent parfois comme un mécanisme de recolonisation. Au Nord, des mobilisations de masse ont attiré l'attention des gouvernements créanciers et abouti au lancement d'appels dans les médias pour le règlement du problème de la dette "illégitime". Le sommet du G-8 de Birmingham en 1997, où 70 000 personnes sont descendues dans les rues et ont formé une chaîne humaine dans le centre-ville, a donné lieu à une mobilisation particulièrement impressionnante.

Si l'inscription d'une question à l'ordre du jour politique est un indice de réussite, celle du mouvement sur la dette est éclatante. Cependant, bien que les OSC aient sensibilisé le public au problème de la dette, les recherches indiquent que la réduction de la dette a été en réalité modeste. Les chiffres montrent que les pays endettés ont payé, ne serait-ce qu'en intérêts, le montant qu'ils devaient aux institutions financières internationales. Les mouvements reprennent régulièrement cet argument pour montrer que le problème est de nature plus politique qu'économique. Cependant, comme l'a expliqué Katarina Sehm-Patomäki en parlant de ses recherches, rares sont les politologues qui ont écrit sur la dette. Cette lacune de la recherche sur la dette est souvent comblée par des sections de la société civile dont la tâche première est de maintenir un éclairage politique sur le débat. Elle a aussi observé que s'il y avait abondance de recherches sur la dette, il y en avait peu sur l'annulation de la dette.

Le commerce équitable comme mouvement social

Murat Yilmaz

Peut-on considérer le mouvement pour un commerce équitable comme un mouvement social? Selon Murat Yilmaz, les liens de plus en plus étroits entre les organisations du commerce équitable et les grands détaillants ont compliqué la question. Le mouvement actuel pour un commerce équitable est-il comparable à ce qu'il était il y a 10 ou 15 ans? Murat Yilmaz, qui en a étudié l'évolution, en conclut qu'elle l'a mis en contradiction avec lui-même. Comme le mouvement a éveillé l'intérêt du public pour le commerce équitable, la demande de produits issus du commerce équitable a augmenté, ce qui a amené dans une certaine mesure les organisations du commerce équitable à s'adapter en améliorant leur efficacité et leur compétitivité pour accroître leurs ventes. Selon Murat Yilmaz, cette évolution pourrait finalement détourner la pratique du commerce équitable de ses principes fondateurs, qui sont l'autosuffisance et l'autonomie des producteurs. Comme l'ont montré ses recherches, depuis que les produits issus du commerce équitable ont fait leur apparition sur les rayons des grandes chaînes de supermarché, le commerce équitable lui-même a dû s'adapter aux contraintes du marché.

Le mouvement pourrait être amené à transiger avec ses principes fondateurs pour répondre aux demandes croissantes du Nord. Murat Yilmaz a estimé que le commerce

équitable en tant que mouvement social n'atteindrait pas ses objectifs, qui sont essentiellement de développement, et aurait parfois même pour effet de renforcer les mécanismes de dépendance qui existent déjà entre le Nord et le Sud. Il a conclu en disant que les meilleurs principes donnent parfois naissance aux pires pratiques et que malheureusement, l'histoire du développement fourmillait d'exemples semblables.

Le mouvement pour un changement des règles du commerce international et de ce qui y fait obstacle

Manuel Mejido

En présentant ses recherches en cours, Manuel Mejido a surtout parlé de certaines questions conceptuelles qui se sont posées dans ses travaux. Il a présenté une typologie des différents mouvements, qu'il classe en quatre catégories, conçues par rapport au mouvement qu'il a étudié.

- **Les organisations non gouvernementales (ONG):** elles sont assez formelles et ont, en moyenne, plus de ressources (financières, organisationnelles, personnel professionnel) que d'autres types de mouvements. Les problèmes qui se posent dans cette catégorie sont:
 - Les tensions dans les alliances avec des organisations gouvernementales;
 - L'instrumentalisation des ONG par les gouvernements; et
 - L'instrumentalisation des mouvements sociaux de base par les ONG.
- **Les mouvements sociaux:** ils sont plus spontanés que les ONG. Ils sont moins organisés et la mobilisation qu'ils suscitent a tendance à être plus générale: la façon dont ils font campagne et exercent des pressions n'est pas rationalisée, ce qui pose un problème de méthodologie aux chercheurs qui souhaitent étudier les mouvements sociaux et leur impact. Leurs relations avec les gouvernements et les acteurs étatiques sont beaucoup plus complexes que celles des ONG parce que, dans bien des cas, ils expriment un désir de se distancer de la démocratie représentative tout en entretenant des relations avec elle à différents niveaux.
- **Les réseaux:** ce sont des mouvements d'ONG (par exemple, le mouvement pour la justice en matière de commerce). Les réseaux se servent des technologies pour mobiliser et créer des synergies. La place de l'individu dans les réseaux pose problème car leur tendance à mobiliser des organisations peut aliéner des individus.
- **Les forums:** ils sont régionaux ou mondiaux et thématiques (comme le FSM) et généralement liés aux mouvements sociaux. Cependant, ils sont d'ordinaire centrés sur des manifestations précises et n'ont donc pas la continuité des réseaux.

Initiatives pour une taxe mondiale: le mouvement pour une taxe sur les transactions monétaires (TTM)

Heikki Patomäki

A l'ouverture de sa présentation, Heikki Patomäki a relevé que le Forum social mondial tirait ses origines politiques de la taxe sur les transactions monétaires. Attac France a créé un mouvement mondial autour de l'idée d'une telle taxe et a été aussi parmi les fondateurs du Forum social. Heikki Patomäki a étudié ce qui avait entraîné l'émergence de ce mouvement et les conditions de sa réussite. Il a ensuite décrit deux scénarios susceptibles d'aboutir à l'introduction d'une telle taxe.

- **Le scénario volontariste:** dans ce scénario, un pays déciderait d'introduire la taxe mais, vu les conséquences que pourrait avoir le fait d'agir seul, il insisterait pour conclure avec d'autres pays un traité international.
- **Le scénario réactif:** dans ce cas, une catastrophe déclencherait un battage médiatique qui aurait pour effet d'attirer l'attention du public sur la question de la TTM et d'alimenter la demande de nouvelles mesures de régulation. C'est ce qui s'est produit dans le cas de la taxe Tobin. Dans les années 1980 et 1990, des crises financières successives ont créé dans de nombreux pays un environnement propice à la promotion et à l'introduction d'une TTM. La crise asiatique, par exemple, a suscité une demande de nouveaux systèmes de régulation, et des "idéologues" n'ont eu qu'à présenter une idée sur laquelle ils avaient déjà réfléchi.

Si l'on considère l'évolution de la question de la TTM, il semble que l'impulsion donnée par la crise asiatique se soit essoufflée vers 2004. Si la Belgique, le Canada et la France ont adopté des lois—en 2004, 1999 et 2001 respectivement—pour mettre en place ladite taxe, leur application effective dépend de la décision d'autres pays de faire de même. Aucun autre pays n'a adopté une telle loi, ce qui a sans doute eu un effet démobilisateur sur le mouvement pour la TTM. D'autre part, l'immobilisme a été aggravé par la présence au sein du mouvement de groupes différents défendant des versions différentes de la taxe.

L'une des versions, taxée par Heikki Patomäki de "minimaliste", était défendue par des groupes tels que War on Want (Royaume-Uni). La taxe qu'ils proposent viserait à percevoir 20 milliards de dollars pour aider à financer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cette version de la TTM ne chercherait pas à fausser le marché mais à lever des fonds pour l'aide au développement. Tout autre est la version mise au point par l'Université libre de Bruxelles, qui consisterait non seulement à lever des fonds pour permettre aux pays de financer l'aide au développement et d'honorer leurs engagements au titre des OMD mais aussi à créer une organisation démocratique qui serait habilitée à décider de l'utilisation des fonds perçus.

Heikki Patomäki a conclu son exposé en livrant ses impressions sur ce que l'avenir pourrait réserver à la TTM. Il a estimé qu'il faudrait une autre crise financière pour que la TTM redevienne d'actualité publique. Si ce n'était pas une solution idéale—il l'a reconnu bien volontiers—la TTM lui semblait néanmoins la seule façon d'avancer dans le contexte actuel.

Discussion

Plusieurs questions ont été soulevées dans la discussion, à propos à la fois de mouvements spécifiques et des mouvements en général. Un participant a dit qu'il était difficile de parler du commerce équitable sans examiner la question de l'économie de solidarité. Définie à grands traits, c'est une forme d'économie qui prend appui sur des coopératives et qui relie des groupes de production locaux dans le monde pour créer de grands circuits viables et créatifs, capables de se substituer à l'économie du "profit-avant-tout". Il s'est interrogé dans ce contexte sur le rôle de l'Etat, en particulier lors du passage du commerce équitable à l'économie de solidarité. En réponse, Murat Yilmaz a réaffirmé la nécessité, à son avis, d'une distinction plus explicite entre le commerce équitable et l'économie de solidarité. Il faudrait aussi s'intéresser davantage à la répartition des bénéfices rapportés par le commerce équitable pour en

garantir une juste redistribution entre les producteurs locaux. Un représentant d'une ONG kényenne a fait remarquer que le commerce équitable n'était pas toujours une préoccupation première des mouvements du Sud. Il y avait des cas, par exemple, où des cultivateurs se voyaient privés de terres à cause d'investissements étrangers directs. Sans terre, il était impossible d'envisager même un commerce équitable. Pour que le commerce équitable puisse se généraliser dans les faits, il fallait que la question de la distribution des terres soit résolue.

Concernant la TTM, un participant a dit que la taxe Tobin avait été initialement conçue pour résoudre des problèmes financiers mais qu'elle était actuellement utilisée pour lever des fonds pour l'aide au développement. Une telle taxe valait-elle pour l'aide sociale alors que son but premier, tel que James Tobin l'avait imaginé, était de dissuader les spéculateurs financiers? La distribution des fonds est aussi un motif de préoccupation. Qui perçoit les taxes et comment faire pour qu'elles aient un ancrage démocratique? Un autre participant a demandé quel était le plus grand obstacle à l'introduction effective de la TTM. Heikki Patomäki lui a répondu que, selon le projet de traité élaboré par le mouvement pour la TTM (dont il était un membre actif), un conseil de ministres déciderait de l'affectation des fonds en accord avec une assemblée démocratique, composée de représentants à la fois des gouvernements nationaux et de la société civile. La possibilité de mettre en place un système de loterie a aussi été discutée au sein du mouvement.

A propos de l'exposé sur le mouvement mondial rassemblé autour de la dette, un intervenant a exprimé l'idée que les groupes européens la considéraient encore comme un problème économique, alors qu'au Sud elle apparaissait davantage comme un problème politique. Heikki Sehm-Patomäki a fait observer à ce sujet que c'était probablement dû au fait que le pouvoir politique était encore concentré au Nord. Le mouvement qui s'est créé autour de la dette est porteur d'enseignements importants qui pourraient aider les acteurs du Mouvement pour la justice dans le monde à collaborer plus efficacement à l'avenir.

S'agissant de la classification de Manuel Mejido, certains ont eu de la peine à situer certains mouvements dans cette typologie: les mouvements féminins, par exemple, les syndicats, les mouvements de jeunesse, les mouvements de défense des droits de l'homme et des services sociaux. Les critères utilisés pour élaborer cette typologie ont été contestés, de même que l'absence des syndicats. En réponse à ces observations, Manuel Mejido a souligné qu'il avait mis au point cette typologie pour le mouvement qu'il étudiait. Il a aussi expliqué que des variables plus spécifiques d'un point de vue historique étaient difficiles à intégrer dans une typologie des mouvements transnationaux.

Sur un plan plus général, un participant a dit que la plupart des mouvements n'attachaient pas une grande importance aux pratiques démocratiques dans leur fonctionnement mais qu'il ne fallait cependant pas minimiser, puisqu'ils appelaient de leurs vœux une démocratie mondiale. Certains mouvements étaient dirigés par les mêmes figures charismatiques depuis 30 ans. Pour que les mouvements progressent, il fallait qu'ils étudient la question de la responsabilité et qu'ils la prennent à bras-le-corps. Les ONG sont souvent des intermédiaires et, dans certains cas, consacrent la majorité de leurs ressources à l'administration. Que font les acteurs de la société civile face à des cas de corruption dans leurs propres mouvements ou organisations? A cette

question, Heikki Patomäki a répondu que le problème avait été surestimé. A son avis, les ONG ne sont pas faites pour rendre des comptes à la société en général. Comme chacun peut en devenir membre, seuls les membres de l'organisation ont qualité pour contester la façon dont elle rend compte. Pourquoi les mouvements devraient-ils rendre des comptes à des gens qui n'en font pas partie? La grande question n'est pas la responsabilité des ONG, mais les moyens de concevoir des systèmes de gouvernance responsables.

Mouvements sociaux transnationaux et ramifications au plan national

Les principaux résultats de quatre des cinq études de cas nationales ont été présentés lors de la deuxième séance. Pour chaque pays, les chercheurs ont été invités à examiner la dynamique nationale pour les cinq mouvements mondiaux présentés plus haut. La séance était présidée par Babacar Diop Buuba.

Le cas de l'Argentine

Sebastian Pereyra, qui a présenté l'étude de cas argentine, a commencé par souligner la dimension idéologique des mouvements sociaux dans le paysage politique argentin. Il n'existe pas un mouvement social unique mais des mouvements très divers, dont les revendications sont différentes mais qui ont en commun le rejet du néolibéralisme. Cependant, cette dénonciation se situe dans un contexte plus régional que mondial.

La question mondiale des règles du commerce international et des obstacles à ce commerce, par exemple, ne fait pas partie des sujets sur lesquels s'affrontent les mouvements sociaux en Argentine. Cependant, les discussions régionales sur la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) ont pris de l'importance pour nombre d'organisations et d'alliances. Plus le néolibéralisme progressait dans le pays, plus il s'attirait de critiques; des syndicats se sont mobilisés à la suite de la conclusion d'une série d'accords de libre-échange pour dire leur opposition à ces nouvelles politiques. Pendant la crise financière de 2001, la dénonciation s'est faite plus vive encore. Elle a atteint un summum en 2002 lorsque de nombreux groupes faisant campagne au niveau international ont vu dans la crise argentine l'illustration des conséquences sociales désastreuses des politiques néolibérales. Pendant le Forum social argentin de 2002, la coalition Autoconvocatoria est apparue comme une charnière importante entre les luttes locales et les questions mondiales. Cependant, le sujet qui a semblé mobiliser le plus la majorité des mouvements regroupés dans l'Autoconvocatoria était avant tout l'anti-impérialisme et l'opposition aux Etats-Unis. La portée générale du mouvement en a été diminuée puisque son principal adversaire

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21133

